

**DÉCLARATION DE LA FNEC-FP-FO**  
**CTA DU 23 JUIN 2021**  
**Académie de Bordeaux**

Madame La Rectrice,  
Mesdames & Messieurs les membres du Comité Technique Académique,

**Projet Académique 2021-2025**

Madame La Rectrice, dans le cadre du projet académique, vous nous écrivez que les objectifs fondamentaux de notre système éducatif sont l'élévation générale du niveau des élèves et la réduction des inégalités. S'il s'agit d'un objectif sincère, dans le contexte actuel, après ce que nous avons vécu, mais aussi en prévision de ce que nous allons vivre, il nous semble qu'il est alors plus essentiel que par le passé, que tout soit mis en œuvre pour que les personnels enseignants puissent assumer pleinement leurs missions et ainsi faire profiter tous les élèves de leurs talents.

Nous le savons tous ici, les résultats des élèves dépendent essentiellement des moyens dont disposent les personnels et les établissements pour remplir leurs missions. Et la politique austère de territorialisation de l'enseignement contribue à la dégradation du service public de l'Education.

Ce ne sont pas les projets d'établissements soumis au déterminisme local qui permettront d'améliorer les résultats et de réduire les écarts entre les élèves. La réussite scolaire passe obligatoirement par une augmentation des moyens d'enseignement s'appuyant sur une carte des formations ambitieuse qui, au nom de l'égalité d'accès à l'enseignement, n'abandonne pas les zones périphériques.

Pour la FNEC-FP-FO, il faut réduire les effectifs par classe et donc créer les postes nécessaires et statutaires, sans oublier des postes de titulaires remplaçants et d'enseignants spécialisés en RASED, notamment dans le 1<sup>er</sup> degré. Il faut aussi diminuer les Obligations Règlementaires de Service afin que chaque enseignant puisse se consacrer au mieux à sa mission, sans être victime d'épuisement au travail.

Concernant justement le chapitre Qualité de Vie au Travail, mettre en œuvre une médecine du travail à la hauteur des ambitions annoncées dans le projet académique, est une des attentes des personnels.

Malheureusement, il y a d'un côté le projet académique qui se veut ambitieux, et de l'autre, les moyens d'enseignement qui sont largement insuffisants pour atteindre les objectifs. Oui, il nous suffit de regarder ceux qui ont été accordés à l'académie de Bordeaux dans le second degré pour la rentrée 2021, pour en être persuadés. L'augmentation très significative des heures supplémentaires, et donc la diminution des heures-postes, a entraîné mécaniquement :

- de nombreuses suppressions de postes ;
- une augmentation sensible des postes à complément de service ;
- le refus de nombreuses demandes de travail à temps partiel pour convenances personnelles.

D'autres conséquences indirectes sont à déplorer, comme l'abandon de certains projets chers aux élèves et aux professeurs ou le manque de volontaires pour assurer la mission de professeur principal.

Les conditions de travail des enseignants de l'académie, pourtant déjà épuisés par les réformes et le contexte sanitaire, vont donc encore se dégrader à la rentrée prochaine. Tout cela aura aussi des conséquences directes sur les conditions d'apprentissage des élèves.

**Madame La Rectrice, comment pouvez-vous imaginer atteindre les objectifs du projet académique dans ces conditions ?**

Rappelons également que dans le cadre de la loi de transformation de la Fonction Publique, les CHSCT et les prérogatives de contrôle des CAP (seule instance à rendre transparentes les opérations de mutations, de promotions) disparaissent, et que les responsabilités sont diluées en direction des échelons locaux (GRH de proximité, autonomie des établissements).

Madame La Rectrice, la contribution de la FNEC-FP-FO, lucide et sincère, ne pouvait être autre que celle-ci.

Et d'ailleurs, quelle unité derrière un quelconque projet pouvez-vous espérer des personnels quand leurs revendications se voient trahies par le Grenelle ?

## **Feuille de route RH**

Et ce n'est pas la « feuille de route RH », que vous avez fait parvenir à tous les personnels quelques heures après la conférence de presse du MEN sur le « Grenelle », qui va les rassurer. Oh bien sûr, de prime abord, opération de communication oblige, si on s'en tient à l'exposé succinct des 3 thèmes prioritaires, nous sommes certains que la plupart des personnels est en accord avec vous. En effet, vouloir « une académie résolument engagée dans l'accompagnement et le soutien de l'ensemble des agents de l'académie » qui

« valorise mieux les parcours professionnels » et dans laquelle est mise en place une « démarche GRH de proximité visant à apporter à chaque agent l'écoute, le conseil et la réponse adaptés à ses besoins et ses demandes » est vraiment un très beau projet...

Mais quand on y regarde d'un peu plus près, même sans lire entre les lignes, on y trouve des éléments contestables, voire dangereux, comme par exemple la généralisation d'un dispositif de mentorat à l'anglo-saxonne ou le développement au sein des établissements des collectifs apprenants (LAAC) qui cherchent à s'introduire dans les classes des collègues afin, est-il écrit, d'analyser leurs pratiques ordinaires pour résoudre les problèmes professionnels quotidiens... On peut y lire aussi des décisions plus graves encore, comme par exemple la mise en place de comités d'experts (inspecteurs et chefs d'établissement) pour les opérations de promotions et le développement des recrutements sur postes spécifiques « afin de permettre aux personnels d'obtenir une affectation plus adaptée à leurs attentes et à leurs projets professionnels »... Pour la FNEC-FP-FO, opacité et servitude vont donc se développer et sous couvert de l'affichage d'une volonté d'améliorer une gestion RH inévitablement défectueuse du fait notamment d'un manque crucial de moyens, il est à craindre que le pire ne soit pas encore atteint. Entendons-nous bien, il ne s'agit pas ici de dénoncer le travail des personnels des services RH, ni même du DRRH, car nous savons que tous s'emploient à remplir leur mission du mieux qu'ils le peuvent, mais nous sommes obligés de constater qu'avec la loi de transformation de la Fonction Publique qui enlève aux organisations syndicales des prérogatives et des moyens pour agir, les personnels ont le sentiment d'être moins bien informés, voire parfois d'être victimes d'injustice.

Les militants de la FNEC-FP-FO, confrontés quotidiennement au terrain, savent que les personnels manifestent d'autres urgences qui ne trouvent de réponses, ni dans le « Grenelle », ni dans cette feuille de route RH. Pour tous les personnels, comme pour la FNEC-FP-FO, l'urgence, c'est de ne pas supprimer des postes, des heures et des formations. L'urgence, c'est de ne pas imposer 2 HSA. C'est aussi l'arrêt des contre-réformes qui dégradent toujours davantage les conditions de travail des collègues. Oui, les personnels sont de plus en plus nombreux à chercher une porte de sortie, car ils sont fatigués, épuisés pour certains même, de ne pas avoir des conditions de travail satisfaisantes.

Mise en place d'une RH dite « de proximité », pilotage par l'évaluation, évaluation par les pairs, renforcement de l'accompagnement qui s'inscrit dans la continuité du PPCR, etc. Les conclusions du Grenelle, comme celles de cette feuille de route, s'orientent vers le renforcement d'une logique managériale. Les personnels n'ont pas besoin du renforcement de hiérarchies intermédiaires ou démultipliées !

La FNEC-FP-FO continue de revendiquer une forte augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail et l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction Publique, c'est là l'essentiel de notre feuille de route RH !

## Examens

Et que dire des conditions dans lesquelles se déroulent les examens ?

Que dire des conditions de correction ou de passation des oraux quand certains collègues sont prévenus le vendredi à 17 h pour le lundi 8 h ?

Que dire du nombre de listes et du nombre d'œuvres que doivent connaître les enseignants de français pour évaluer les élèves lors de l'oral ?

Que dire pour ceux qui corrigent l'écrit et font passer les oraux en même temps ?

Que dire de la multiplication du nombre de sujets pour l'EAF ?

Que dire de la considération de l'épreuve de philosophie, quand on sait que les élèves peuvent garder la note de contrôle continu ?

Que dire de la dématérialisation des copies qui ne simplifie pas le travail de correction des enseignants ?

Que dire du grand oral pour lequel les examinateurs ne connaissent pas le sujet qu'ont choisi les élèves et ne pourront donc pas poser de questions de fond mais seulement de forme ?

Cela montre le mépris de l'administration envers les enseignants qui corrigent et l'intérêt qu'elle porte au baccalauréat.

Une centaine de collègues se sont réunis le 17 juin devant le rectorat pour manifester leur ras le bol face à la mascarade qu'est devenu le baccalauréat, à laquelle s'ajoute le mépris du ministre. Ces professeurs comme la FNEC-FP-FO prennent position pour le rétablissement des épreuves nationales, anonymes, terminales et ponctuelles dans toutes les disciplines. Dans certaines académies, des professeurs s'adressent au ministre pour dire que la coupe est pleine. Ils ont raison car tout le monde fait face à une dévaluation de l'examen terminal. Chacun sait que le contrôle continu, c'est des pressions permanentes sur les enseignants de la part de tous.

Le ministre a donc créé des baccalauréats maison et il essaie de les généraliser. Cette année, le baccalauréat, c'est 82% de contrôle continu. Ce que propose le ministre, c'est de généraliser ce système. Il souhaite s'appuyer sur le comité de suivi du baccalauréat auquel FO n'a pas participé car le diplôme et ses exigences ne se négocient pas.

Le baccalauréat, ce n'est pas un diplôme maison, c'est un diplôme reconnu dans les conventions collectives. C'est le premier grade universitaire qui doit permettre d'entrer dans la filière de son choix. Or avec ce système du contrôle continu, Parcoursup prend toute sa puissance d'élimination du lycéen pour l'emmener vers le programme « un jeune, une solution », et des petits boulots mais sans les études choisies.

Le ministre veut pérenniser la déréglementation des diplômes que vivent les enseignants et les lycéens depuis deux sessions et le sabordage d'un baccalauréat dont il ne veut plus.

Face à cette attaque en règle contre le baccalauréat, avec la mise en place du contrôle continu voulu par le MEN tout le monde est concerné.

Les personnels exigent de vrais diplômes.

Les personnels refusent la concurrence entre eux et entre établissements ainsi que le bac « maison ».

Les personnels exigent le respect de leur discipline.

**La FNEC FP-FO exige avec les personnels :**

- 🔊 l'abandon du Grand Oral,
- 🔊 le retrait des modalités des épreuves imposées par le ministre pour le baccalauréat 2021,
- 🔊 le retrait des réformes Blanquer du baccalauréat, du lycée et de Parcoursup,
- 🔊 que le ministre se prononce dès maintenant pour le retour dès 2022 à des épreuves nationales et finales, ponctuelles et anonymes du baccalauréat en fin d'année scolaire.

« Résister, revendiquer, reconquérir. »

Nous vous remercions pour votre écoute.

**Pour la FNEC-FP-FO  
Isabelle Haye, Philippe Roche,  
Reynald Diranzo, Eric Mouchet.**